

Revue de presse du Mali

01.04 – 15.04.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- Indice mondial du terrorisme (GTI) : Le sahel, la région la plus touché

- Vulgarisation du projet de Constitution : Le gouvernement se met à la tâche

- Importation d'armes en Afrique : Le Mali dans les tops trois après l'Angola et le Nigeria

- Mars 1991 – mars 2023 : « Tout n'est pas rose » dixit Dr Kassim Barry

Indice mondial du terrorisme (GTI) : Le sahel, la région la plus touchée

L'Indice mondial du terrorisme (GTI) sur l'impact des terroristes en 2022, indique le sahel, la région la plus touchée. Le dernier rapport GTI du terrorisme mondial a constaté que le nombre d'attaques des terroristes dans le Sahel a diminué de 9%, mais celles-ci étaient beaucoup plus meurtrières pour atteindre 6701 décès dans le monde.

En Afrique, le Burkina Faso est le 1er pays sur le continent et le 2ème pays au monde le plus touché, selon l'Indice mondial du terrorisme (GTI) publié en fin mars 2023, un rapport publié par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP).

Et le Mali, malgré les efforts des autorités en termes d'acquisition d'équipements militaires, figure dans le Top 4 funeste des pays les plus touchés en 2022 avec 272 attaques faisant 944 décès.

L'indice mondial du terrorisme (GTI) est une étude approfondie analysant l'impact du terrorisme pour 163 pays couvrant 99,7 % de la population mondiale. Ce rapport périodique considère la région du Sahel en Afrique subsaharienne désormais comme l'épicentre du terrorisme... représentant plus de décès dus au terrorisme en 2022 que l'Asie du Sud et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) réunis.

Selon le rapport, les dix pays les plus touchés par le terrorisme en 2022 demeurent les mêmes comparativement en 2021, mais le classement a changé pour six des dix pays. L'Afghanistan a maintenu sa position de pays le plus touché par le terrorisme, pour la quatrième année consécutive.

Il a été suivi par le Burkina Faso, qui a augmenté de la quatrième à la deuxième place. La Somalie a maintenu sa troisième place pour la sixième année consécutive. Avec 8 564 victimes, le Burkina Faso occupe la 2e place mondiale des pays les plus touchés en 2022, juste derrière l'Afghanistan, classé premier pays depuis 2019.

Le pays a enregistré 310 incidents terroristes en 2022 contre 224 en 2021. Le Mali a gagné trois places et le Pakistan a gagné quatre places pour être respectivement quatrième et sixième de l'indice ; tandis que l'Irak a chuté de quatre places à la septième place.

Le septième c'est la Somalie. Le Nigéria est à la 8e place, suivi de la Birmanie et le Niger à la 10e place. Par ailleurs, en termes de région ou d'espace, le Sahel est l'épicentre des attaques terroristes en 2022 où opèrent plusieurs groupes terroristes.

« Dans tout le Sahel, 22 074 personnes ont été tuées dans 6 408 attaques terroristes entre 2007 et 2022 », indique le rapport. « Le Terrorisme était la plus concentrée dans la région sahélienne de l'Afrique sub-saharienne, où 65 % des attaques dans la région ont eu lieu dans les dix pays du Sahel.

Plus de 88 % des attaques terroristes en 2022 se sont produites dans le cadre d'un conflit zones », précise le document signalant que le Sahel est la région la plus touchée, représentant 43 % des décès dus au terrorisme mondial, 7 % de plus que l'année précédente.

Par ailleurs, l'indice révèle que les régions proches des frontières avec le Niger, le Bénin et le Mali ont enregistré 71% de toutes les attaques en 2022. Quelque 448 décès ont été enregistrés dans la région du Sahel.

Également, des voisins des Etats du Sahel comme le Bénin et le Togo comptent parmi les dix pires scores du Global Terrorism Index (GTI). Ceux-ci ont également connu une augmentation d'activités terroristes en 2022 enregistrant au-dessus dix morts pour la première fois.

L'horreur du terrorisme au Mali

En dépit des efforts en termes de renforcement de la capacité opérationnelle des forces armées maliennes par les autorités, en 2022, le Mali a enregistré son plus grand nombre de décès dus à terrorisme au cours de la dernière décennie, alors même que le nombre d'attaques a diminué de 20%.

En revanche, le nombre de décès a augmenté de plus de 50 %, entraînant une augmentation substantielle de la létalité des attaques. En 2022, les attaques terroristes au Mali ont tué en moyenne 3,5 personnes par attaque, contre 1,7 personne par attaque l'année précédente. Cette tendance montre que les attaques sont beaucoup plus meurtrières.

Au cours de la même période, les militaires et les civils ont été les cibles dans la majorité des attaques terroristes, avec 98 attaques contre chaque groupe. « Les civils ont représenté plus de 64 % des décès, soit 607 décès, suivi par l'armée 20 % soit 188 morts. L'attaque la plus meurtrière a été une attaque armée contre plusieurs villages de la région de Mopti, entraînant la mort de 110 civils », soutient le document.

La zone dite des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso continue d'être la zone la plus touchée par les attaques terroristes, représentant plus de 60 % des attaques au Mali en 2022, selon GTI. La région de Gao a enregistré 494 décès en 2022, soit plus du triple des décès dans la région en 2021, précise le rapport,

ajoutant que l'Etat islamique est l'auteur des plus grandes attaques sur le territoire malien soit deux fois plus élevés que les décès du JNIM. Par ailleurs, au plan national, selon l'Indice mondial du terrorisme, notre pays a enregistré 272 incidents faisant 944 décès et 376 blessés avec 24 prises d'otages...

Source : Info Matin

Vulgarisation du projet de Constitution: Le gouvernement se met à la tâche

Il s'agit de permettre aux membres du Comité de pilotage de la stratégie de vulgarisation du texte fondamental et de l'ensemble des membres du gouvernement du Comité de pilotage de décider de la stratégie de vulgarisation appropriée.

La rencontre s'inscrit dans l'optique d'aider à la conception des éléments de langage et de supports documentaires de ladite stratégie. Et surtout de procéder à la revue des principales dispositions du projet de Constitution notamment les nombreuses innovations refondatrices que le document comporte.

Le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, a rappelé qu'après la remise officielle du projet de Constitution finalisé, le président de la Transition, dans l'élan d'un engagement infaillible de donner corps aux conclusions des Assises nationales de la refondation (ANR), a instruit le gouvernement de procéder à la large vulgarisation du texte auprès des forces vives maliennes de l'intérieur et de la diaspora.

Dans le cadre de l'exécution de cette instruction, un Comité de pilotage pour la vulgarisation du texte fut créé par décret du Premier ministre et placé auprès du ministère en charge de la Refondation de l'État. Ce comité est composé d'une Commission d'orientation stratégique (COS) et d'une Cellule de coordination (CC).

Montée en puissance des réformes

Le ministre en charge de la Refondation de l'État de poursuivre que la COS qui a tenu sa première session inaugurale en fin mars, est chargée d'orienter et d'impulser les activités de vulgarisation, tout en veillant à leur mise en œuvre.

C'est sous l'autorité de cette Commission, que la Cellule de coordination, qui est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre la conception scientifique et pédagogique des documents de référence, et d'assurer l'organisation matérielle et logistique, ainsi que l'encadrement sécuritaire des activités de vulgarisation, s'est réunie la même semaine.

À ce propos, Ibrahim Ikassa Maïga a invité l'ensemble des participants à une synergie d'actions en vue d'assurer une meilleure appropriation du projet de Constitution. L'occasion étant aussi opportune pour lui de souligner qu'à l'image de l'Armée nationale,

« nous entamons aujourd'hui la phase de la montée en puissance des réformes politiques, électorales, administratives et institutionnelles à travers la création de l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige), le parachèvement de la réorganisation administrative et le projet de Constitution », a-t-il noté.

Pour Dr Choguel Kokalla Maïga, le rôle du gouvernement est de se battre pour expliquer au maximum de Maliens pour que démocratiquement ce projet de Constitution passe.

« C'est ce que le président attend de nous, car il a fini son travail. Maintenant, il lui reste juste à prendre en temps opportun, le décret fixant la date du scrutin référendaire », a expliqué le Premier ministre.

Selon le chef du gouvernement, les ANR qui constituent désormais le référentiel politique et historique sont la base de tout ce que les autorités de la Transition entreprennent, soulignant que la révision de la Constitution est une recommandation majeure des dites Assises.

Par rapport aux réserves de fond du projet de Loi fondamentale, le chef du gouvernement a invité les participants à communiquer leurs suggestions afin de les faire remonter au président de la Transition qui est désormais seul habilité à apporter des modifications au projet.

Cela, avant sa soumission aux Maliens pour le vote du Oui à une écrasante majorité, a souhaité le Premier ministre...

Source : L'Essor

Importation d'armes en Afrique : Le Mali dans les tops trois après l'Angola et le Nigeria

La lutte contre le terrorisme demande des moyens colossaux en termes d'armement. Ainsi le Mali est devenu l'un des gros importateurs d'Afrique après l'Angola et le Nigeria.

Depuis l'arrivée des militaires au pouvoir au Mali en août 2020, on assiste à une course aux armements pour faire au terrorisme au Mali mais aussi dans le Sahel.

Ainsi, presque la majeure partie du budget national est allouée à la défense pour renforcer la flotte de l'Armée malienne en hélicoptères de combat, radars dernière génération et bien d'autres matériels nécessaires contre le terrorisme et l'extrémisme.

Dans cette course aux armements, le Mali talonne dorénavant l'Angola et le Nigeria qui sont les plus grands importateurs d'armes en Afrique.

Pour le cas du Mali, les autorités de Transition se sont depuis tournées vers la Russie pour leurs importations d'armes. Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix (Sipri), la Russie occupe les 40 % des importations d'armes en Afrique entre 2018 et 2022.

« Les pays d'Afrique subsaharienne ont représenté 2 % du total des importations mondiales d'armes majeures entre 2018 et 2022. Mais les trois plus gros importateurs d'armes de la sous-région sur les cinq dernières années sont l'Angola, le Nigeria et le Mali », peut-on lire dans le rapport.

Le rapport note aussi que même si la Russie reste le principal fournisseur du Mali en armement ce dernier continue de recevoir des armes du Brésil, de la Chine, de la France, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de Türkiye, des Émirats arabes Unis et cela malgré la réticence de la France et les États-Unis de vendre des armes au Mali depuis 2020.

Source : Mali Tribune

Mars 1991 – mars 2023 : « Tout n'est pas rose » dixit Dr Kassim Barry

L'Association des Élèves et Etudiants du Mali (AEEM) a été l'un des acteurs dans l'avènement de la démocratie. Elle a réussi à mettre fin au régime dictatorial du feu Général Moussa Traoré. 32 ans après, les éléments de l'AEEM de cette époque penchent sur le bilan. Le thème était : « Quel bilan et perspectives pour l'Association des Élèves et Etudiants du Mali (AEEM) ? »

Les anciens de l'AEEM toujours sur la ligne de la démocratie pour le bonheur du peuple malien. C'est dans cette optique que cette conférence-débat ait lieu en fin mars. Pour le principal conférencier, Dr Kassim Barry, le rêve de l'AEEM était l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants.

« Avant la démocratie, il y avait peu d'écoles au Mali. Les élèves et étudiants souffraient pour étudier », a-t-il rappelé. Il a signalé qu'à cette époque qu'il y avait le seul lycée Prospère Kamara en commune IV du district de Bamako. Toujours selon Dr Barry, tout n'est pas rose mais il y a eu du progrès. La commune IV du district de Bamako a plusieurs lycées publics et privés maintenant.

« Les nouvelles écoles, nouveaux lycées et amphithéâtres ont été construits en cette période de démocratie », a-t-il apprécié. Il rappelle qu'à l'époque tous les nouveaux universitaires étaient obligés de venir à Bamako pour poursuivre leur cursus scolaire mais aujourd'hui cela est un mauvais souvenir.

Nonobstant ce progrès, le conférencier ajoute que l'AEEM étant la cause de la démocratie, est interpellé qu'elle fait partie aujourd'hui des décideurs de ce pays. « Le côté négatif de l'AEEM est la violence dans l'espace universitaire. Cela fait partie aussi du bilan de cette association estudiantine », a-t-il déploré.

Quant à Moussa Guindo, ancien de l'AEEM, le 26 mars est une journée historique au Mali donc il faut agir trouver les voies et moyens pour rehausser le niveau du Mali à l'échelle internationale. « Le bilan n'est pas lourd », les anciens de l'AEEM doivent se réunir pour se donner la main parce que le pays a tout donné aux anciens de l'AEEM pour assurer la relève », a-t-il évoqué.

Source : L'Informateur

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de